

CAARDIS 2017

Les dynamiques de la coopération USA-Burkina Faso depuis la fin de la bipolarisation.

Par Windata Zongo

Windata.zongo@caardis.org

WWW.CAARDIS.ORG

Dans le discours véhiculé par les gouvernants depuis le début des années 2000, l'excellence actuelle de la coopération entre le Burkina Faso et les Etats-Unis d'Amérique est le résultat des actions entreprises par le président burkinabè Blaise Compaoré pour la sécurité en Afrique de l'ouest, ce qui a suscité la reconnaissance des Etats-Unis d'Amérique, grand acteur sécuritaire de la zone sahéenne africaine . Plusieurs actions entreprises par ce pays au Burkina Faso tendent ainsi à légitimer ce discours burkinabè. Toutefois, une analyse de l'historique des relations entre ces deux pays tend à infirmer ce discours des gouvernants burkinabè. Cette approche permet en effet de démontrer que l'intensification de cette coopération est la résultante, dans la zone sahéenne de l'Afrique, de la stratégie globale de politique étrangère initiée par le gouvernement Bush suite aux attentats du 11 septembre 2001.

La politique africaine post guerre froide des Etats-Unis d'Amérique et les relations avec le Burkina Faso.

« Le fait d'être une super puissance a ses obligations. Celle, entre autre, d'être présent partout dans le monde afin de pouvoir faire face, le plus rapidement possible, à toute éventualité ».¹ Acteur étatique de premier ordre de la politique internationale devenu hyper puissance mondiale à la chute de l'empire soviétique, les Etats-Unis entendaient ainsi jouer le rôle de gendarme du monde. Ce choix de politique étrangère détermine ainsi leurs implications sur les plans sécuritaire, diplomatique économique, et justifie leurs actions dans le monde. Dans cette perspective, le continent africain, loin de constituer une priorité de la politique étrangère américaine, sera néanmoins l'un des lieux d'illustration de l'action extérieure américaine. En effet, dans le contexte de sa doctrine du nouvel ordre mondial, les Etats Unis entament sur le continent, une politique de diffusion de ses valeurs démocratiques. La fragilité démocratique des Etats africains et la position géostratégique du continent en constituent les facteurs favorables. Les relations bilatérales entre les Etats Unis et le Burkina Faso constituent une illustration de cette ambition américaine. Les mutations de ces relations depuis cette période

¹ : Corentin Doulaye Ki, *introduction à la politique étrangère du Burkina Faso*, p 192.

du nouvel ordre mondial attestent d'une politique africaine des Etats Unis d'Amérique maniant le bâton ou la carotte en fonction des attitudes des gouvernants africains. Débutées officiellement avec l'établissement de relations bilatérales suite à l'indépendance du Burkina Faso en 1960, les relations peuvent, depuis lors jusqu'à la fin de la bipolarisation, être analysées dans la nature classique des coopérations pays riche/pays pauvre basée sur l'aide au développement pour le premier, et un alignement sur la position diplomatique de ce dernier pour le second. Le début de la période de l'unilatéralisme américain et ses conséquences dans la nouvelle formulation de la politique africaine américaine contribueront à apporter une nouvelle orientation cette coopération. En effet, le nouveau statut de principal acteur étatique sécuritaire en Afrique des Etats-Unis se heurtera pour la sous partie ouest, aux actions du Burkina Faso, principal acteur du désordre qui régnait dans cette zone.²

La période classique :

Dans le souci de contenir une avancée du bloc de l'Est sur le continent africain, les Etats-Unis entameront une politique de coopération avec plusieurs pays nouvellement indépendants dont le Burkina Faso. L'institutionnalisation de cette relation verra le 5 août 1960, avec Donald Norland, nommé chargé d'affaires tandis que, côté burkinabè, Monsieur Frédéric Guirma fut désigné pour diriger la présentation diplomatique du pays aux Etats-Unis un an plus tard. Ces nominations marqueront le début d'une relation classique puissance mondiale/pays pauvre, basée sur l'aide au développement pour le premier, contre un alignement sur les positions diplomatiques au niveau multilatéral de cette puissance pour le second. Cette coopération asymétrique s'illustrera de ce fait dans les domaines politique et militaire, mais aussi dans le champ du développement.

Le champ politique.

Dans ce domaine, le soutien américain se justifie par deux raisons : la doctrine américaine de l'anticolonialisme, et la volonté des Etats-Unis d'Amérique de bénéficier de soutien ultérieurs de la part des pays nouvellement constitués dans le champ multilatéral, ce qui passe obligatoirement par des actions stratégiques.

² Par son entreprise de subversion dans les conflits du Liberia et en Sierra Leone. Pour plus de détails, lire Hermann Cohen Jr, *intervening in Africa : Conflict resolution on a troubled continent*, 2000

- **La doctrine américaine de l'anticolonialisme :**

Elle trouve son origine dans l'histoire politique de ce pays. Ayant subi la domination anglaise qui s'acheva par l'usage de la violence, les Etats-Unis s'affirment depuis, contre toute sorte de domination coloniale. L'application de cette doctrine sur les territoires colonisés en Afrique (à laquelle s'ajoute sans doute un intérêt commercial pour les futurs Etats africains indépendants) constituera de ce fait, une conditionnalité à son entrée en guerre aux côtés des alliés : « Dès le printemps 1942, la réflexion sur l'avenir des colonies était engagée au sein du département d'État. Il en résulta la formulation d'une charte mondiale (World charter), empruntant son idéologie au préambule de la déclaration d'indépendance de 1776 l. Exhortant les puissances alliées à considérer l'octroi de l'indépendance politique aux peuples dépendants comme un des objectifs de la guerre, la charte mondiale appelle même à la fixation de calendriers (*timetables*) aussi rapprochés que possible ». ³ Ils réussirent ainsi à insérer cette question dans l'agenda multilatéral : « Les États-Unis envisageaient l'émancipation des pays dépendants sous l'angle de réformes coloniales, l'autodétermination qui en constituait le couronnement pouvant déboucher sur l'indépendance. Ce fut l'époque de l'anticolonialisme militant des États-Unis étroitement associé au nom du secrétaire d'État, Cordell Hull, et à celui du président Roosevelt. En parvenant à internationaliser la question coloniale à travers l'ONU, les États-Unis ont donné une impulsion sans précédent au mouvement de décolonisation ». ⁴

- **L'action stratégique :**

Elle se justifie dans le besoin ultérieur de soutien de la part de ces futurs Etats indépendants. Cela se traduira par un discours et un vote à la faveur des indépendances de ces pays. Ainsi, le vote en faveur de l'admission du Burkina Faso à l'ONU se fera par le représentant américain, Henry Cabot Lodge. Cette stratégie américaine s'étendra aux autres grandes organisations du multilatéralisme que sont le Fond Monétaire International et la Banque Mondiale. L'action américaine aura les conséquences souhaitées car en guise de reconnaissance, « le gouvernement burkinabè, à de rares exceptions près, continuera à voter aux côtés des Etats-Unis sur les questions importantes de l'ordre du jour de l'Organisation des Nations Unies même si, de temps en temps, il exprime quelques divergences de vue ».

³ Noraogo Kinda, « les Etats Unis et le nationalisme en Afrique boire à l'épreuve de la décolonisation », *Revue française d'outre-mer*, tome 79, n° 297, p 534.

⁴ Ibid.

La coopération militaire.

Dans cette catégorie, la coopération avec les Etats-Unis dans cette première partie fut limitée, ayant consisté seulement en un accord de formation accordée aux militaires burkinabè dans le cadre du programme *International Military Education and Training* (IMET) dès 1979.

On peut affirmer que d'une manière globale, la coopération entre le Burkina Faso et les Etats-Unis d'Amérique durant la période du bilatéralisme classique, a principalement concerné deux champs qui sont la politique et l'économie. Le volet économique consistait en une série d'aides directes et indirectes accordée par les Etats-Unis d'Amérique pour le développement du Burkina Faso. Quant au volet politique, il consistait en un soutien aux initiatives américaines dans le cadre multilatéral. Même si l'intensité de ces relations en comparaison avec la coopération avec d'autres pays occidentaux ne faisaient des Etats-Unis un partenaire de premier ordre, la solidité et le renouvellement constatés depuis le début permettent d'affirmer que malgré ses limites, cette coopération était vouée à évoluer. Toutefois, la nouvelle politique africaine post guerre froide des Etats Unis et ses conséquences dans l'espace géopolitique ouest africain, entrainera son déclin.

Le domaine du développement.

Conséquence de l'adhésion aux initiatives politiques américaines dans le champ multilatéral, la coopération économique entre les Etats-Unis d'Amérique et le Burkina Faso s'est ainsi traduite sous la forme de multiples aides dans diverses activités économiques du pays soit de manière directe, soit par le biais d'organisations de coopération décentralisée.

L'aide directe consistera à la signature d'accords techniques à partir de 1961. Ces accords permettront ainsi au Burkina Faso de bénéficier durant les deux premières décennies de la coopération, d'une aide globale de plus de 15 millions de Dollars investie dans les domaines de l'agriculture, de la santé ainsi que dans le domaine alimentaire. Durant cette période, il intègre le programme américain d'aide au développement (USAID), ce qui aura pour conséquence un autre investissement annuel d'une valeur de 5 millions Dollars. A partir des années quatre-vingt, l'aide directe américaine au Burkina Faso augmentera substantiellement⁵ jusqu'au début des années quatre-vingt-dix où elle connaitra une légère stagnation.

⁵ Par les programmes prioritaires et urgents par lesquels les Etats Unis injectent chaque année au moins 500.000 Dollars pour la réduction de la pauvreté au Burkina Faso.

L'aide indirecte quant à elle, concerne le financement accordé aux organisations américaines de coopération décentralisée intervenant au Burkina Faso par le gouvernement américain. Il s'agit principalement de *peace corps* et *catholic relief service* qui prestent dans les actions d'urgence et du développement de proximité dans les zones rurales du Burkina Faso depuis 1967.

La période de coopération minimaliste :

La fin de la bipolarité et l'émergence des Etats-Unis d'Amérique comme unique hyper puissance mondiale entraînent une redéfinition de la politique étrangère de ce pays. Celle-ci sera désormais liée à la promotion des valeurs libérales américaines : « Dans la période post-guerre froide, le principal objectif de la politique africaine des Etats-Unis est toujours définie personnellement par le président. Le développement de la démocratie est toujours partie intégrante de cet objectif ». ⁶Illustration de cette nouvelle vision de vision, la doctrine de *l'enlargement* ⁷est officialisée et mise en œuvre partout dans le monde.

Le continent africain sera un lieu d'illustration de cette nouvelle doctrine politique en raison de la présence de régimes militaires et de la fragilité des nouvelles démocraties. Le nouveau président Bill Clinton adopte en effet une politique africaine ayant pour principal caractéristique, le soutien américain à l'instauration de régimes démocratiques sur le continent : « Promouvoir la démocratie était l'un des principaux impératifs de la politique africaine de l'administration Clinton ». ⁸De même, elle s'illustre par une implication dans les politiques et initiatives de sécurisation entreprises en Afrique, non seulement dans un cadre multilatéral mais aussi par des actions unilatérales : « très vite, Washington est absorbée par ce concept d'*enlargement* et manifeste la volonté d'intervenir dans la majorité des conflits,

⁶ Andrew Ewoh, « US Foreign Policy toward West Africa; democracy, economic development and security », Alusine Jallott and Toyin Falola, *The United States and West Africa; interactions and relations*, p 258. « In the post-cold war era, it is the president who defines the core objective of US foreign policy strategy, which always includes the promotion of democracy overseas ».

⁷ Doctrine de politique étrangère instaurée sous la gouvernance Clinton et inspirée du wilsonisme et qui prône une communauté de sécurité basée sur les valeurs de la démocratie et du marché.

⁸ Andrew Ewoh, « US Foreign Policy toward West Africa; democracy, economic development and security », Alusine Jallott and Toyin Falola, *op cit*, p259: « Promoting democracy was one of Clinton administration's major claims to a distinguishable African policy strategy ».

que ce soit par la force militaire, les sanctions diplomatiques et la diplomatie. »⁹On peut citer dans ce registre, l'opération *restore hope*¹⁰ ainsi que le soutien américain à l'initiative sécuritaire¹¹ de la CEDEAO dans le conflit au Liberia. Les raisons de l'échec de cette opération de la CEDEAO seront à la base d'une suspension des relations entre les Etats-Unis et le Burkina Faso. En effet, l'implication avérée¹² de ce pays comme acteur extérieur impliqué dans le conflit auprès du mouvement rebelle du NPFL de Charles Taylor aura pour conséquence de saper l'initiative de la CEDEAO. Cette action burkinabé entraînera l'usage d'une diplomatie coercitive de la part du gouvernement américain. Dans un premier temps, cela se manifestera par la dénonciation, puis une rupture momentanée des relations entre les deux pays : « Dans les années 1991-1992 par exemple, les relations avec les Etats-Unis se tendent : l'ambassadeur du Burkina à Washington est rappelé et réciproquement ». ¹³ Toutefois, ces premières sanctions américaines n'entravent pas les actions déstabilisatrices du Burkina Faso en Afrique de l'ouest car son implication (de manière indirecte cette fois) dans le conflit en Sierra Leone sera également dénoncée. Le gouvernement américain face à cette situation, décidera de l'application d'un durcissement des sanctions à l'encontre du Burkina Faso : la suspension de l'USAID et la menace de l'usage de la violence légitime contre le Burkina Faso.¹⁴ Jusqu'en 2004, les relations entre les deux pays se limiteront aux usages protocolaires formels et des dons ponctuels dans les secteurs urgents (santé, sécurité alimentaire¹⁵), une contribution nettement inférieure à l'aide des principaux pays contributeurs au développement du Burkina Faso avant la reprise des activités de l'USAID comme le montre le tableau comparatif suivant :

⁹Tanguy Struye de Swielande, *la politique étrangère américaine après la guerre froide et les défis asymétriques*, p 91.

¹⁰ L'opération *restore hope* entamée le 03 décembre 1992 sous commandement de l'armée américaine et avec mandat onusien grâce à la résolution 794.

¹¹ La guerre au Liberia et ses conséquences humanitaires ont entraîné de la part de la CEDEAO, la création de la force armée de la communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (ECOMOG) qui établit son quartier général dans la capitale Monrovia, le 24 août 1990. Cette initiative permit de stopper les affrontements de manière momentanée seulement, notamment à cause du soutien du NPFL le Burkina Faso.

¹² Voir pp 218-219.

¹³ Benoit Beucher, « le Burkina Faso et son environnement géopolitique ; essai de mise en perspective historique », *annuaire français des relations internationales*, 2011, vol XII, p 10. L'article peut être consulté sur l'URL suivant : <http://www.afri-ct.org/Le-Burkina-Faso-et-son>

¹⁴ Le sous-secrétaire d'Etat américain chargé des affaires africaines, Monsieur Hermann Cohen avait menacé de rayer le Burkina de La carte du monde si son président ne cessait pas ses actions déstabilisatrices de l'Afrique de l'ouest.

¹⁵ L'USAID, malgré sa suspension officielle assurait le financement de ces opérations d'urgence tandis que les organisations non gouvernementales *peace corps* et *catholic relief service* assuraient la prestation.

RÉSUMÉ DES DÉBOURSEMENTS DE L'AIDE EXTÉRIEURE BILATERALE PAR DONATEUR DE 2001 A 2004 EN MILLIONS DE DOLLARS

| PAYS / ANNEES | 2001-2002 | 2002-2003 | 2003-2004 | 2004-2005 |
|------------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| ALLEMAGNE | 22.960 | 18.951 | 21.694 | 20.135 |
| ARABIE SAOUDITE | - | 0.558 | 2.027 | 1.124 |
| AUTRICHE | 3.139 | 3.264 | 2.255 | 4.066 |
| BELGIQUE | 10.366 | 9.573 | 17.821 | 9.966 |
| CANADA | 10.192 | 12.622 | 9.126 | 11.855 |
| DANEMARK | 38.298 | 18.180 | 20.075 | 22.710 |
| FRANCE | 23.647 | 35.089 | 42.041 | 42.601 |
| KOWEIT | 3.930 | 3.033 | 4.886 | 6.650 |
| LUXEMBOURG | 7.959 | 0.709 | 2.745 | 6.717 |
| PAYS- BAS | 38.115 | 47.728 | 32.803 | 61.101 |
| SUEDE | 6.655 | 9.375 | 9.261 | 9.746 |
| SUISSE | 14.514 | 14.156 | 16.426 | 16.256 |

| | | | | |
|-----|-------|---|---|---|
| USA | 6.050 | - | - | - |
|-----|-------|---|---|---|

Sources : Direction générale de la coopération (Ministère de l'économie et des finances du Burkina Faso).

Les attentats du 11 septembre et l'avènement d'un bilatéralisme opportuniste.

Deux facteurs expliquent la réconciliation entre ces deux pays : l'adoption d'une politique étrangère de séduction envers le gouvernement américain dans l'objectif d'éviter une probable diplomatie coercitive de ce pays par les gouvernants burkinabè, et du côté américain, les nouveaux objectifs de la politique étrangère.

La politique étrangère persuasive du Burkina Faso :

Après avoir reconnu sa culpabilité dans le conflit libérien pour la résolution duquel les Etats-Unis furent très actifs, le Burkina Faso, par sa pratique de la médiation dans les crises en Afrique de l'ouest, s'est affirmé comme un acteur de la sécurité sur en Afrique de l'Ouest. Cette nouvelle posture le permet de présenter des arguments légitimes pour une réconciliation avec les Etats-Unis. Pour ce faire, les pouvoirs publics burkinabè font usage de toute forme de ressource : Ils manifestent dans un premier temps dans le discours, leur volonté de rompre avec le régime de Charles Taylor¹⁶ en s'alignant sur les positions hostiles du gouvernement américain vis-à-vis de celui-ci. A cela s'ajoute le recours aux prestations de cabinet spécialisé dans l'influence.¹⁷ Cette initiative burkinabè se conclura par un rapprochement avec les Etats - Unis. En juillet 2002, le Burkina Faso organise avec l'aide américaine à Ouagadougou, une rencontre entre les acteurs de la société civile et l'opposition libérienne. Cette rencontre sera suivie par un soutien affiché du gouvernement burkinabè à la candidature à l'élection présidentielle de Madame Ellen Johnson.¹⁸

¹⁶ Après la prise du pouvoir par son mouvement rebelle du NPFL, Charles Taylor organise des élections en 1997 qu'il remporte avec 75% des voix. Sa mauvaise gestion du pouvoir et son passé rebelle feront de lui un président rejeté par les Etats Unis.

¹⁷ En faisant notamment appel au service de la société *Cohen and Woods* de l'ex sous-secrétaire d'Etat américain aux affaires africaines, Monsieur Hermann Cohen. Celui-ci, reconverti dans le conseil et le lobbying pour les pays africains désireux de renforcer leurs relations avec les Etats Unis, a contribué à rétablir le dialogue entre les deux pays. Voir pour plus de détails, l'URL : <http://www.corpwatch.org/article.php?id=98>

¹⁸ Décision du gouvernement du Burkina Faso synonyme de rupture avec le régime de Charles Taylor. Elle constitue au-delà, un acte de persuasion envers les Etats Unis qui en sont le principal destinataire. Madame Johnson Ellen soutenue par les Etats Unis et le Burkina Faso, sera élue présidente au scrutin du 08 novembre 2005, puis prolongée à celui de 2011.

Par son choix du *strategic restraint*¹⁹ illustrée par ses initiatives pour la sécurité en Afrique et son action pour le retour à un ordre démocratique au Liberia, le gouvernement burkinabè a démontré sa volonté de participer à l'objectif d'une paix stable dans la région. Cette stratégie en parfaite adéquation avec les valeurs libérales américaines est ce qui lui a permis de rétablir la coopération avec ce pays. La nouvelle stratégie de la politique étrangère américaine en Afrique et les conséquences des attentats du 11 septembre 2001 ont constitué les autres facteurs favorables à ce rapprochement.

Les nouveaux enjeux de la politique étrangère américaine en Afrique :

Deux facteurs ont contribué à cette nouvelle politique étrangère : le contexte économique mondial et les attentats du 11 septembre 2001.

Ainsi que le prouvent dès le milieu des années quatre-vingt-dix, la volonté d'intensification des relations commerciales entre l'Afrique et l'Union Européenne²⁰ et l'arrivée puis la montée en puissance de pays émergents tels que la Chine²¹ en Afrique comme nouveaux grands partenaires économiques, l'Afrique était devenu un continent convoité. Cette convoitise se justifie par ses ressources naturelles nécessaires aux pays développés dans leurs politiques de sécurisation des approvisionnements en matières premières.²² Pour remédier à cette situation, les Etats-Unis d'Amérique, élargisse leur actions vers l'Afrique à la coopération économique dès la fin des années quatre-vingt-dix avec un discours axé sur sa volonté de contribuer à la réduction de la pauvreté sur le continent. Cela se poursuivra un an plus tard, par la mise en place d'un partenariat global censé lutter contre la pauvreté en Afrique, l'African Growth and Opportunity Act (AGOA²³), ainsi que par une augmentation

¹⁹ Développée par Charles Kupchan dans son ouvrage *how enemies become Friends* (2010, 442p), le *strategic restraint* (retenue stratégique), est une action diplomatique entrepris par un Etats et qui consiste, dans le cadre global de l'établissement d'une paix stable, en tout acte ayant pour objectif, d'éviter le conflit avec un autre Etat sur la scène internationale. Pour plus de détails le chapitre VII : *making friends and choosing friends*, pp389-414.

²⁰ A travers les accords de partenariats économiques (APE) entre l'Union Européenne et les pays africains, les caraïbes et le pacifique (ACP).

²¹ Pour les relations entre la Chine et l'Afrique, voir Gaye Adama, *Chine-Afrique : le dragon et l'autruche : essai d'analyse de l'évolution contrastée des relations sino-africaines : sainte ou impie alliance du XXIe siècle ?*, 2006.

²² Pierre De Senarclens et Yoan Arafin, *La politique internationale : théories et enjeux contemporains*, 2010.

²³ L'AGOA est un partenariat préférentiel voté en 2000 par le congrès américain en faveur des pays africains. Il permet l'ouverture du marché américain à certains pays africains sous certaines conditionnalités (démocratie, droits humains). Ces pays y ont la possibilité d'exporter des produits textiles, le pétrole, certains oléagineux, certains fruits et légumes, vers les Etats Unis d'Amérique sans droits de douane. Voir pour une étude critique de cet accord, Thierry Latreille, « Les relations commerciales Etats-Unis/Afrique : qui bénéficie réellement de l'AGOA ? », *Afrique contemporaine*, mars 2003, n° 207, pp 41-58.

du volume de l'aide à l'Afrique qui atteint 2 milliards.²⁴ Cet intérêt sera accru suite aux attentats du 11 septembre 2001.

Les conséquences des attentats du 11 septembre 2001 dans la politique étrangère américaine.

Les attentats du 11 septembre entraînent une redéfinition de la politique étrangère américaine désormais axée de manière prioritaire sur la sécurité : « le facteur du récent tournant dans la politique africaine des Etats-Unis représente les attentats du 11 septembre 2001 et leurs conséquences. Ces attentats ont eu une profonde influence sur la politique étrangère américaine ainsi que le montre la décision de l'administration Bush de mener une guerre mondiale contre le terrorisme, par la mise en œuvre de la *doctrine bush*²⁵ et de la lutte contre le communisme ». ²⁶ Cette nouvelle politique étrangère entrainera une résurgence d'une tendance unilatéraliste. ²⁷ Le continent africain en sera un lieu d'illustration. On assiste à une expansion américaine²⁸ dans le continent, par une intensification de sa coopération avec plusieurs pays, notamment dans le domaine sécuritaire. Cela est dû à leurs positions géographiques proches du *grand moyen orient*,²⁹ vaste ensemble géopolitique qu'illustre la carte ci-dessous :

LE GRAND MOYEN ORIENT

²⁴ Lyman Princeton, « vers une véritable politique africaine des Etats Unis », *politique américaine*, p 110.

²⁵ La *doctrine Bush* est une formulation née dans le champ de la politique étrangère et reprise dans les médias pour définir la nouvelle politique étrangère entreprise par le président américain Georges Bush après les attentats du 11 septembre 2001. Contenu dans le document intitulé *the national security strategy of the United States of America*, elle place les Etats Unis dans une logique de guerre à l'échelle mondiale contre le terrorisme, et légitime leurs actions à venir telles que la guerre préventive et préemptive contre des pays composant *l'axe du mal*. La doctrine Bush prône également une aide et une coopération dans le champ sécuritaire envers les pays luttant contre ce nouveau facteur de désordre mondial qu'est le terrorisme.

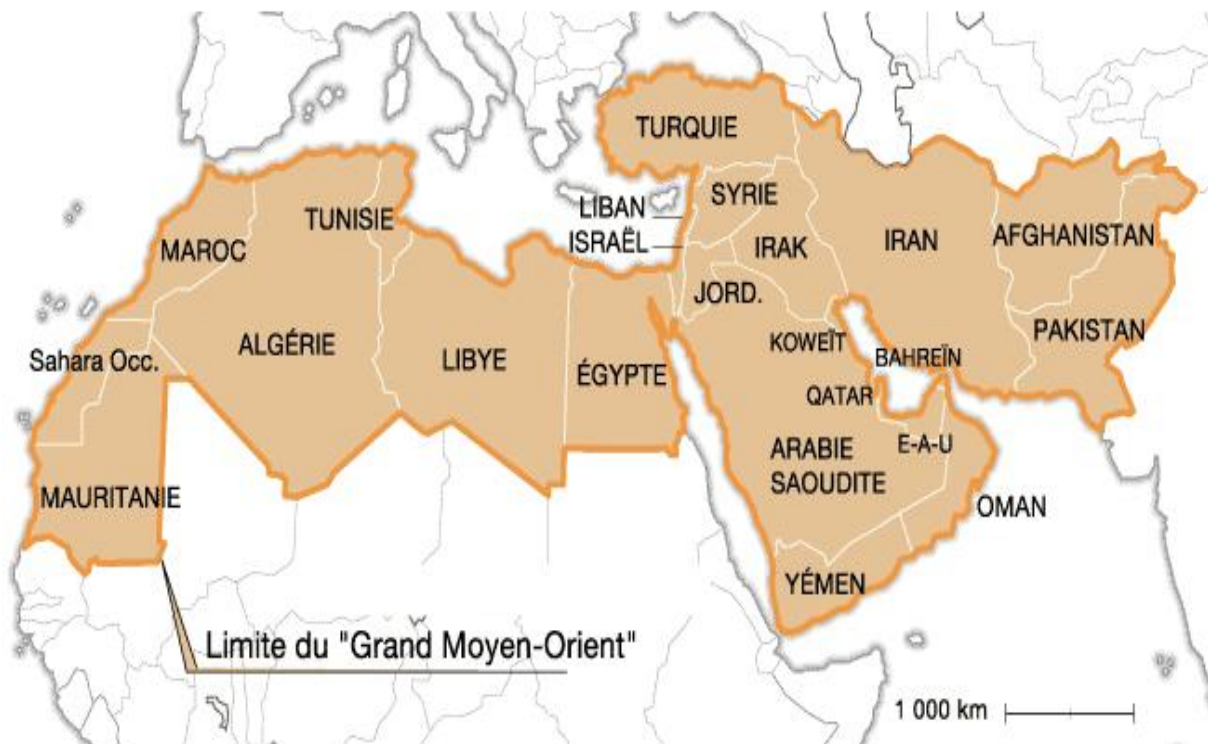
²⁶ Peter Schraeder, « United States and Africa; 'uncle Sam' or 'Uncle Scrooge'? », Jürgen Rülen, *Us foreign policy toward the third world a post-cold war assessment*, p196: « the most recent turning point in US policy toward Africa resulted from the terrorist attacks of September 11 and their aftermath. These attacks exerted a profound influence on US foreign policy as the Bush administration announced a global war on terrorism, replete with an official doctrine (the Bush doctrine) and pledges to aid countries threatened by communism ».

²⁷ Par plusieurs actions dont la plus marquante fut la décision de la deuxième guerre en Irak en 2004. Voir Battistella Dario, *retour de l'état de guerre*, 2006.

²⁸ Peter Schraeder, « United States and Africa ; 'uncle Sam' or 'uncle Scrooge' ? », Rülen Jürgen, *op cit*, p196.

²⁹ Expression apparue dès la fin des années 50 et régulièrement utilisée par les analystes géopolitiques américains, le *grand moyen orient* est un espace géopolitique allant de la Mauritanie au Pakistan et comprend tout le Maghreb. Elle entre dans le discours officiel en 2004 dans le cadre de l'élaboration de la doctrine Bush. Par son *Initiative du Grand moyen Orient*, le président américain propose une transformation fondamentale de cette zone dans les domaines politique et économique. L'objectif étant d'anéantir le terrorisme dans cette zone qui menace la sécurité des Etats Unis d'Amérique.

DE LA MAURITANIE AU PAKISTAN, LES PAYS CONCERNÉS PAR L'INITIATIVE AMÉRICAINE



Source : gouvernanceglobale.com

Cette configuration fait de l'Afrique sahélienne, une zone stratégique des Etats-Unis dans le cadre du grand Moyen-Orient et de son objectif de lutte contre le terrorisme. La carte ci-dessous nous offre à l'année 2012, une restitution de l'enjeu stratégique que constitue cette zone du Sahel pour les Etats-Unis notamment par la liste des pays ayant avec eux, un partenariat militaire.

Ayant normalisé ses relations avec les Etats-Unis, le Burkina Faso présentait en outre, l'avantage d'être situé géographiquement dans cette zone sahélienne et d'être devenu un acteur de premier ordre de la sécurité en Afrique de l'Ouest. Il constituait, dans le cadre de la réalisation du nouveau grand Moyen-Orient, le partenaire stratégique idéal pour les Etats Unis. Cette réalité géostratégique a ainsi contribué à faire du Burkina Faso, le nouvel allié des Etats-Unis d'Amérique : « Le Burkina Faso est un partenaire constant et fiable, et nous apprécions le rôle constructif que le gouvernement joue pour promouvoir la stabilité régionale

», ³⁰confirme Monsieur Thomas Dougherty³¹. Cette réalité justifie l'intérêt des Etats-Unis pour ce pays et la reprise de la coopération illustrée sur le plan symbolique par le retour en 2004, de l'USAID au Burkina Faso. Cet évènement marquera le début d'une nouvelle période de coopération accrue entre ces deux pays avec une aide annuelle de 15 millions de Dollars dans les différents axes du développement (le commerce, l'éducation, la santé, l'agriculture, et l'environnement), de la sécurité ainsi que les droits humains et la promotion des valeurs démocratiques. L'admission du Burkina Faso au programme du Millenium Challenge Corporation (MCC³²) en 2008 contribuera à agrandir l'offre de coopération américaine avec un ajout de 480,9 millions Dollars investis dans les secteurs du développement sur une période de 5ans.

1 : La coopération pour le développement.

C'est le domaine qui enregistre la plus grande implication des Etats-Unis au Burkina Faso. Elle se justifie dans le cadre global de la lutte contre le terrorisme par une approche préventive qui est l'aide à la réduction de la pauvreté dans les pays du Sahel. Pays dont l'économie repose essentiellement sur l'agriculture, ³³la coopération américaine dans ce champ consiste en un partenariat commercial auquel s'ajoutent les prestations de l'USAID dans les domaines de la sécurité alimentaire et la production agricole, l'aménagement du territoire et l'éducation et la santé.

a : Le commerce.

D'une manière générale, les relations commerciales entre le Burkina Faso et les Etats-Unis étaient caractérisées par un déséquilibre déficitaire pour l'économie burkinabè. Dans le cadre

³⁰ Thomas Dougherty « le Burkina Faso est un partenaire constant et fiable », *Sidwaaya*, 4 juillet 2011. Voir URL : <http://lefaso.net/spip.php?article42822>

³¹ Ambassadeur des Etats Unis d'Amérique au Burkina Faso de 2010 à 2013.

³² Le Millenium Challenge Corporation est une initiative du congrès américain voté en 2004. Il a pour objectif de contribuer à la réduction de la pauvreté dans des pays réunissant les trois principaux critères du libéralisme : bonne gouvernance, création d'un climat favorable au développement du secteur privé et investissement de l'Etat dans les secteurs sociaux. Le Burkina Faso fut admis en 2008 pour un montant 480,9 millions Dollars.

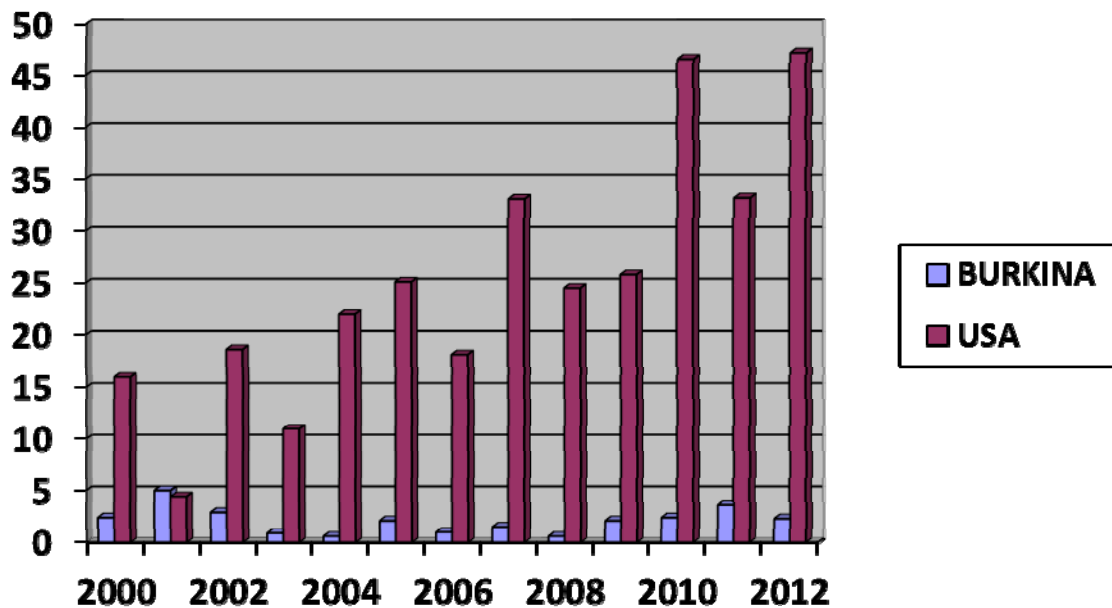
³³ Selon les chiffres de la Direction des statistiques agricoles du Burkina Faso, l'agriculture représente 45% de l'activité économique burkinabè. Voir pour plus de détails, Sorgho Zakaria, *l'économie agricole du Burkina Faso : un potentiel de développement*, 2010.

de la normalisation des relations, elles connaîtront comme pour le cas des autres secteurs de la coopération entre les deux pays, un cadre institutionnel en 2004 à la suite de l'admission du Burkina Faso à l'AGOA. Cette faveur commerciale selon le discours américain, a pour objectif de favoriser la croissance en Afrique par le commerce. Pour le cas du Burkina Faso, cinq produits principaux étaient concernés : le poisson, l'artisanat, le textile, le beurre de karité et l'acajou. Toutefois, le secteur du commerce burkinabè n'a pas connu le succès escompté. Le volume des exportations vers les Etats-Unis ayant connu une stagnation tandis que les exportations américaines vers le Burkina Faso se sont considérablement accrues comme le montrent les données suivantes :

LE COMMERCE USA-BURKINA FASO DE 2000 A 2012 EN MILLIONS DE DOLLARS.

| Pays | BURKINA FASO | ETATS UNIS |
|-------------|---------------------|-------------------|
| 2000 | 2,4 | 16 |
| 2001 | 5 | 4,4 |
| 2002 | 2,9 | 18,6 |
| 2003 | 0,9 | 11 |
| 2004 | 0,6 | 22 |
| 2005 | 2,1 | 25,1 |
| 2006 | 1 | 18,1 |
| 2007 | 1,5 | 33,1 |
| 2008 | 0,6 | 24,5 |
| 2009 | 2,1 | 25,8 |
| 2010 | 2,4 | 46,6 |
| 2011 | 3,6 | 33,2 |
| 2012 | 2,3 | 47,2 |

Sources : www.agoa.info



L'adoption de l'AGOA en 2004 ne contribuera pas à booster les exportations burkinabè vers les Etats-Unis. Elle contribuera plutôt à une hausse des exportations américaines vers le Burkina Faso tandis que les exportations burkinabè vers ce pays stagnent. L'AGOA, contrairement à la volonté politique ayant guidé son adoption, n'a pas permis d'accroître les exportations burkinabè sur le territoire américain. Selon le discours de la chambre de commerce du Burkina Faso, cela résulte d'une méconnaissance des acteurs du commerce burkinabè des normes d'hygiène et de sécurité américaines sur les produits importés et à laquelle le Burkina Faso tente de remédier. Toutefois, la coopération entre les deux pays dans les autres champs du développement, présente des résultats bénéfiques pour le Burkina Faso.

b : L'agriculture et la sécurité alimentaire.

Depuis la reprise de l'USAID, ce secteur est l'un des principaux domaines de la prestation de la coopération américaine. Grâce à son expertise et un budget annuel de base de 15 millions Dollars par an³⁴, l'USAID aide à renforcer les productions des acteurs des filières de l'agriculture et de l'élevage dans l'objectif de participer à la lutte pour la sécurité alimentaire

³⁴ Ce budget connaîtra une grande évolution à partir de l'admission du Burkina Faso au Millenium Challenge Corporation en 2008.

au Burkina Faso. Sa stratégie passe par les programmes de formations (le Cochran Fellowship-formation pour les fermes et les producteurs laitiers et le programme ouest africain pour l'amélioration de la qualité du coton), et par des actions prioritaires telles que la distribution de vivres (USAID/FOOD for peace³⁵). L'admission en 2008 du Burkina Faso au Millenium Challenge Corporation (MCC) permettra l'accroissement des activités de l'USAID dans ce domaine. En effet, si la gestion de cette aide incombe dans chacun des pays bénéficiaire à un organe local,³⁶ les domaines concernés par la prestation relèvent des prérogatives de l'USAID qui en choisit les secteurs selon les priorités. Pour le cas du Burkina Faso, l'USAID investira près de la moitié de l'aide du MCC à des programmes visant à accroître la productivité de l'agriculture et la sécurité alimentaire :

- **Le projet développement de l'agriculture :**

C'est un projet qui a pour objectif de développer l'économie agricole dans les zones rurales par un accroissement de la production et de la productivité (renforcement des capacités des acteurs), la réalisation d'infrastructures (retenues d'eau, création de terres agricoles), l'octroi de crédit aux acteurs.

- **Le projet sécurisation foncière :**

Par l'adoption avec l'aide de l'Etat burkinabè, d'une législation persuasive, il vise à résoudre les problèmes liés à l'accès aux terres et à la sécurisation des investissements dans le domaine foncier.

- **Le projet désenclavement :**

Pour permettre l'accès aux marchés et zones de culture ; au total, le MCA a permis la réalisation de 217 km de routes primaires et 115 autres de routes rurales.

c : La santé.

³⁵ Cette activité est généralement confiée à l'organisation non gouvernementale Catholic Relief Services (CRS).

³⁶ Le Millenium Challenge Account représente dans chaque pays bénéficiaire, la structure de gestion des fonds octroyés dans le cadre du Millenium Challenge Corporation dans les secteurs définis par l'USAID. Ainsi, au Burkina Faso, le MCA a bénéficié d'un fond de 480,9 millions Dollars à investir dans des secteurs du développement définis par l'USAID pour une période de 5 ans. Débutées en 2009, les activités du MCA s'achèveront en juillet 2014.

Ce domaine a toujours constitué un champ prioritaire dans les prestations de l'USAID au Burkina Faso. L'œuvre de l'agence y consiste en une participation à la lutte contre le paludisme grâce à un soutien financier³⁷ au Programme National de Lutte contre le Paludisme, (PNLP). En dehors de la lutte contre le paludisme, elle participe également aux efforts contre d'autres maladies par le financement de programmes suivants :

- Le programme pour la santé de la reproduction, la survie de l'enfant et les maladies infectieuses.
- Le fond des ambassadeurs ouest africains contre le VIH-SIDA.
- Le Center for Disease Control (CDC) et le Foreign Agriculture Service (FAS) pour la lutte contre la rougeole, la grippe aviaire.

Enfin, l'agence s'est dotée d'un budget 38 millions Dollars pour la lutte contre la malnutrition dans les pays sahéliens dont le Burkina Faso.

d : L'éducation.

Comme pour la sécurité alimentaire et la santé, l'éducation constitue aussi un champ de prestation de l'USAID. Dans ce domaine, les principales réalisations se font à travers des programmes ayant pour objectif de contribuer à la hausse des taux de scolarisation, et la construction d'infrastructures scolaires. Dans le domaine de l'élaboration de programmes, on peut citer :

- Le programme du président pour l'initiative de l'éducation en Afrique-programme de scolarisation des filles.

Ce programme a permis au Burkina Faso de bénéficier de 459 bourses scolaires

- Le fond de l'ambassadeur pour le financement du *self help*
- Le programme SEUIL :

Il a permis de financer pour un montant total de 12,9 millions Dollars, la scolarisation des filles dans 10 provinces burkinabè. Cette réalisation sera suivie de la plus importante

³⁷ D'un montant de 6millions Dollars par an depuis 2004, cette somme a augmenté depuis 2010 à 10millions.

réalisation dans le secteur de l'éducation grâce au Millenium Challenge Account dont le financement a permis la réalisation de BRIGHT II (Burkinabè Response to Improve Girl's chances to succed), un important projet de construction de 132 complexes scolaires dans le pays avec des infrastructures accessoires.

e : Eau et environnement.

La coopération dans ce domaine, comme pour le cas des autres secteurs du développement, incombe à l'USAID. A ce niveau, l'aide américaine vise deux niveaux : le domaine opérationnel et le domaine de la recherche. Dans le domaine opérationnel, l'USAID gère des programmes ayant pour objectif de permettre aux populations rurales de disposer de l'eau potable. Quant à l'aide dans le domaine de la recherche, elle consiste au financement d'un partenariat entre l'Institut Internationale d'Ingénierie de l'Eau et de l'Assainissement de Ouagadougou et l'université américaine de Tuskegee. Cela a pour objectif de permettre à ce centre burkinabè de pouvoir bénéficier de l'expertise de l'université américaine en la matière pour la réalisation des politiques nationales de l'eau et de l'environnement aussi bien au niveau du Burkina que dans le cadre régional.

2 : La coopération militaire.

Cette coopération s'inscrit dans le volet sécuritaire de la lutte contre le terrorisme et les autres nouvelles formes de menaces du grand moyen orient. Elle se manifeste sur le plan opérationnel, par des actions militaires du commandement américain pour l'Afrique (AFRICOM), un des six états-majors militaires du département de la défense américain. A travers une variété de programmes et de formations offerts aux forces de défense et de sécurité burkinabè, AFRICOM permet au pays de pouvoir faire face aux défis qu'imposent les nouvelles formes de menaces contre la sécurité dans la sous-région. Les principaux programmes de formation offerts aux forces de défense burkinabè peuvent être divisés en trois axes : le renforcement des capacités dans les missions de paix, les missions de lutte contre le terrorisme et le renforcement des capacités logistiques. Au niveau du volet renforcement des capacités dans les opérations de paix, les principales formations offertes sont les suivantes :

- **L'African Contingency Operation Training Assistance (ACOTA) :**

Créé en 2002 par AFRICOM dans un souci de correction de l'African Crisis Response Initiative (ACRI³⁸), ce programme avait pour objectifs de former les forces de sécurité africaines aux missions de paix, par les axes suivants : « adapter les formations et les équipements fournis en fonction des pays récipiendaires, remédier à l'absence de capacités létales (...) éviter la déperdition des compétences acquises en mettant l'accent sur la formation des formateurs africains afin que ceux-ci diffusent la formation ACOTA et entretiennent les compétences dans leur armée nationales ».³⁹

- **L'International Military and Education Training Program (IMET) :**

Ce programme a pour objectif de former les forces de l'ordre africaines sur leur rôle dans un Etat démocratique.

- **Le séminaire sur le droit militaire, le droit humanitaire et les droits de l'homme :**

Il s'agit d'une formation complémentaire en addition au programme (IMET) offerte aux forces de défense burkinabè dans le cadre de leurs participations aux missions de paix.

- **Le West Africa Network for Peacebuilding (WANEP) :**

Réseau ouest africain créé par l'USAID pour fédérer les efforts de paix dans la sous-région en 1998, il s'associe à partir de 2002, à la CEDEAO. Il preste dans l'échange d'informations et de pratiques, le renforcement des capacités et la recherche dans les champs de la résolution des conflits et les missions de paix. Elle organise régulièrement pour les acteurs des missions de paix, des programmes de formation auxquelles participent les troupes burkinabè.

Le deuxième volet de la coopération dans le domaine de la sécurité avec les Etats-Unis concerne le champ de la lutte contre le terrorisme. Cela se traduit sur le plan politique, par l'adhésion du Burkina Faso en tant que membre du partenariat transsaharien contre le terrorisme⁴⁰. Cette adhésion entraîne sur le champ opérationnel, des actions qui consistent, comme pour le cas des opérations de paix, en un renforcement des capacités des forces

³⁸ Créé en 1996, ce programme était une réaction de l'armée américaine face aux résultats mitigés de l'opération *restore hope* en Somalie entre 1992 et 1995.

³⁹ Ministère des affaires étrangères et de la coopération régionale, Direction de la coopération militaire, *contexte et justification de la coopération bilatérale dans le cadre des OSP*, p3.

⁴⁰ Le partenariat transsaharien contre le terrorisme résulte de la volonté américaine d'associer les Etats du Sahel aux actions contre le terrorisme dans la zone avec la mobilisation accrue de toutes les ressources : diplomatiques, militaires, économiques, juridiques, le renseignement...les actions américaines pour le renforcement des capacités des forces armées burkinabè dans la lutte contre le terrorisme entrent dans le cadre de la réalisation des objectifs de ce partenariat.

sécuritaires burkinabè, par des programmes spécifiques auxquels participent des agents burkinabè. On peut retenir dans ce registre les trois principales formations qui sont :

- La formation dans le domaine du renseignement militaire.
- Les missions de lutte contre le terrorisme dans le Sahel.
- Le programme FLINTLOCK.⁴¹

Le dernier volet de la coopération sécuritaire entre les Etats-Unis et le Burkina Faso concerne l'aide logistique. Il répond à une volonté du gouvernement américain de renforcer les capacités opérationnelles du Burkina Faso dans la lutte contre le terrorisme et dans les opérations de paix. Dans ce registre, les principales dotations logistiques sont les suivantes :

- Don de matériel aux forces de défense et de sécurité dans le cadre du programme ERIES.⁴²
- Fourniture d'équipements à l'armée burkinabè pour les contingents déployés au Darfour
- Octroi d'un laboratoire de langues aux forces armées burkinabè
- Dans le cadre du *programme avions*, mise à la disposition de l'armée burkinabè de deux avions pour l'appui aux opérations contre le terrorisme dans le Sahel.

3 : Démocratie, bonne gouvernance et droits humains.

Ainsi que l'historique de la coopération avec le Burkina Faso, ce champ s'affirme comme un impératif de base dans l'établissement d'une coopération globale avec les Etats-Unis. Depuis le rétablissement des relations entre ces deux pays, l'aide américaine dans ce domaine a consisté globalement à un appui financier et/ou technique aux initiatives entreprises par l'Etat burkinabè. On peut noter ici les cas d'aides financiers et de mise en place de programmes :

- **Le soutien financier à l'organisation des élections présidentielles de 2005**

⁴¹ Un exercice militaire sous-régional régulier contre le terrorisme dont le Burkina Faso a assuré le commandement en 2010.

⁴² Système régional d'échange et de communication des Etats de l'espace CEDEAO.

- **Le programme NDI (National Democratic Institute) en 2006.** D'un coût de 463.000 Dollars et avec l'objectif était de renforcer la capacité des partis politiques.
- **Le programme formation civique pour les jeunes en 2008 :** d'un coût de 10.000 Dollars, il a permis le renforcement des capacités des mouvements associatifs dans le champ des droits civiques.
- **Le programme TREAT :** D'un coût de 3000.000 Dollars, ce programme financé par le ministère américain du travail a pour objectif de contribuer à la lutte contre le trafic des êtres humains au Burkina Faso.
- **Le soutien financier à l'organisation des élections de 2015** ⁴³
- **Le soutien financier à la (CBDF),** coalition burkinabè pour les droits des femmes : d'un montant de 50.000 Dollars, cette aide a pour objectif de contribuer à la lutte des femmes pour une prise en compte par les pouvoirs publics, des problèmes du genre au Burkina Faso.

Entamée dans les périodes post-bipolarité, la nouvelle politique africaine des Etats-Unis d'Amérique, par les valeurs qu'elle prône et par le rôle qu'elle octroie à ce pays sur le continent, avait entraîné une période de rupture avec le Burkina Faso, principal acteur de la subversion dans le sous-continent ouest-africain. La nouvelle stratégie de politique étrangère adoptée par le Burkina Faso ayant eu pour conséquence de construire une nouvelle image du pays désormais considéré comme un important acteur de la sécurité en Afrique, a permis de pouvoir renouer les relations avec les Etats-Unis dans un premier temps. Cette nouvelle posture du Burkina, dans le cadre du projet américain du grand Moyen-Orient aura permis une coopération stratégique avec les Etats-Unis. Même s'il existe certains points de divergence, ⁴⁴les relations entre les Etats-Unis et le Burkina Faso affichent une solidité notamment en

⁴³ Accordée en décembre 2014, ce soutien financier s'élevait à un millions Dollars. En novembre 2015, elle sera revue à la hausse l'ambassade décide avec le soutien de l'USAID, d'attribuer un million Dollars supplémentaire.

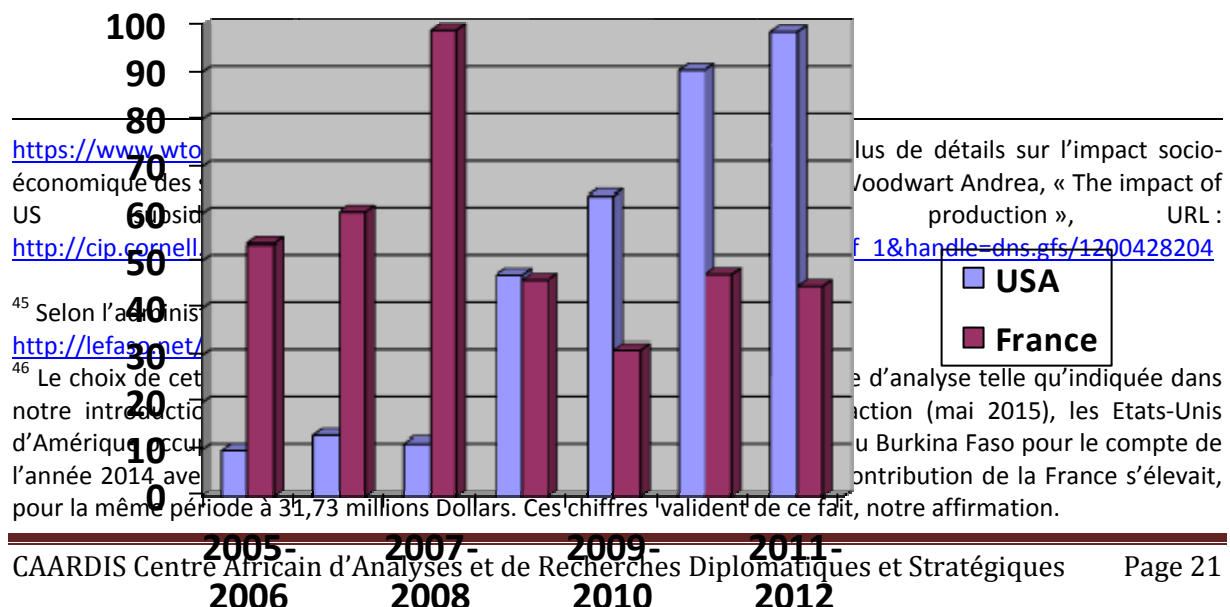
⁴⁴ Sur la question du coton à l'organisation mondiale du commerce. Le président Blaise Compaoré, à la tête du *cotton for 4*, une coalition d'Etats africains producteurs de coton (Mali, Tchad, Benin, Burkina Faso), en entrepris une stratégie de dénonciation des subventions accordées par le gouvernement américain à ses cotonculteurs. Ces subventions (de l'ordre de 4,8 milliards dollars US/ an) constituent un avantage déloyal et entraînent des pertes énormes pour les pays africains dont le Burkina Faso, principal producteur en Afrique de l'Ouest avec une moyenne de 400.000 Tonnes/an. URL:

raison de la *bonne foi du Burkina Faso*.⁴⁵ Avec une contribution de 20% à l'aide publique au développement en 2012, les Etats-Unis sont devenus le premier depuis, le premier contributeur du Burkina Faso devant l'historique contributeur, la France. Le tableau ci-dessous illustre l'accroissement de l'aide bilatérale américaine au Burkina Faso de 2005 à 2012 en comparaison à celle de la France durant la même période⁴⁶.

L'AIDE BILATERALE AMERICAINE ET FRANCAISE AU BURKINA FASO DE 2005 A 2012 EN MILLIONS DE DOLLARS.

| ANNEE | FRANCE | USA |
|-----------|--------|--------|
| 2005-2006 | 53, 61 | 9, 92 |
| 2006-2007 | 60,47 | 12,90 |
| 2007-2008 | 98,91 | 11, 32 |
| 2008-2009 | 45,85 | 46,94 |
| 2009-2010 | 31,18 | 63,87 |
| 2010-2011 | 47,08 | 90,57 |
| 2011-2012 | 44,5 | 99,57 |

Source : Direction générale de la coopération (Burkina Faso).



L'aide bilatérale américaine, depuis l'intégration du Burkina Faso au MCC en 2008 s'est considérablement accrue. Elle contribue à faire des Etats-Unis d'Amérique, le premier contributeur de l'aide bilatérale pour le développement du Burkina Faso. Son apport pour l'année 2014 s'élève ainsi à 109, 26 millions Dollars tandis que la contribution de la France, partenaire historique décroît pour la même période à 31, 73 millions Dollars.

Les principales tendances des relations entre les Etats-Unis et le Burkina Faso illustrent depuis les périodes post bipolarité, deux principales périodes : Par le fait de ses actions de subversion dans la sous-région ouest africaine au début des années quatre-vingt-dix, le Burkina Faso a été victime de la diplomatie coercitive de la part des Etats-Unis de la cadre de leur politique africaine. Le rappel de l'ambassadeur américain au Burkina Faso⁴⁷ en a constitué la principale illustration. La nouvelle stratégie de politique étrangère en faveur des valeurs universelles de paix et de sécurité entreprise par les gouvernants burkinabè et ses conséquences sur la nouvelle image internationale du pays aura pour conséquence, de réconcilier le pays avec les Etats-Unis. Engagé dans une nouvelle stratégie globale de sécurité dans le monde, ce pays a, au vu de la nouvelle position du Burkina Faso dans la zone sahélienne, fait de ce pays un partenaire stratégique : Son ambassadeur au Burkina Faso Monsieur Thomas Dougherty, reconnaît cette donne en affirmant ceci : « Le Burkina Faso est

⁴⁷ Benoit Beucher, *op cit*, p 10.

un partenaire constant et fiable, et nous apprécions le rôle constructif que le gouvernement joue pour promouvoir la stabilité régionale ».⁴⁸

Conclusion.

Dès les premières périodes de l'unilatéralisme américain, ce pays décide, dans sa stratégie de politique étrangère, de travailler à la diffusion de ses idéaux en Afrique. Cette stratégie qui récompense les pays ayant décidé de basculer dans une ère de démocratie, sanctionne ceux dont les actions compromettent la sécurité régionale africaine. Dans cette logique, les actions de subversion du Burkina Faso, notamment dans le conflit libérien, avaient ainsi entraîné une suspension momentanée des relations les Etats-Unis d'Amérique ainsi que l'usage d'une diplomatie coercitive de ce pays contre celui-ci. Plus tard, des actions en faveur de la sécurité dans la sous-région de l'Afrique de l'Ouest (les premières médiations dans les crises togolaise, nigérienne et malienne), une stratégie persuasive envers les gouvernants américains (une implication pour une résolution définitive du conflit libérien, un travail de lobbying intense auprès des pouvoirs publics américains), ainsi que des circonstances géostratégiques favorables seront à la base d'une résurrection d'une coopération bilatérale entre ces deux pays. Cela permettra au Burkina Faso de bénéficier des nombreux avantages qu'offrent les relations avec les Etats Unis : souplesses dans l'octroi de visas pour les ressortissants burkinabè, coopération académique et militaire, soutien à la consolidation de la démocratie burkinabè, retour de l'USAID, entrée au programme AGOA, et le Millenium Challenge Corporation (MCC) qui a permis un investissement supplémentaire de 481millions Dollars dans tous les champs du développement. Depuis 2012, ce pays est devenu le premier contributeur de l'aide bilatérale au Burkina Faso avec pour 2014, un montant de 109, 26 millions Dollars.

⁴⁸ Ambassadeur des Etats Unis d'Amérique au Burkina Faso de 2010 à 2013. Voir l'intégralité de l'interview dans l'URL suivant : <http://lefaso.net/spip.php?article42822>